

SOUS-COMITÉ DES SERVICES

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 29 NOVEMBRE 1994

Note du secrétariat

1. Le Sous-Comité des services a tenu sa cinquième réunion le 29 novembre 1994. L'ordre du jour figurait dans l'aérogramme PC/AIR/41. En outre, le Président a demandé s'il ne faudrait pas prévoir une réunion supplémentaire en décembre.

Point A: Questions se rapportant au champ d'application de l'AGCS

2. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente il avait présenté, sous sa propre responsabilité, un rapport sur l'état d'avancement des consultations qu'il avait menées au sujet des questions en suspens concernant le champ d'application de l'AGCS. Un examen informel du rapport avait montré que des divergences d'opinion subsistaient entre les délégations, mais celles-ci étaient en général disposées à poursuivre les consultations pour arriver à faire concorder leurs vues sur les questions en suspens. Un certain nombre de délégués avaient alors décidé à titre personnel de s'efforcer conjointement d'élaborer des solutions possibles au problème de la sécurité sociale. A l'issue de leurs travaux, ils avaient établi une note informelle qui avait fait l'objet d'un débat informel. Ce débat avait révélé que, de l'avis de quelques délégations, cette note, bien qu'elle soit le fruit d'un effort respectable, ne semblait pas pouvoir servir de base aux travaux futurs. Sur les autres questions, c'est-à-dire celle du règlement des différends découlant d'accords bilatéraux sur les investissements et celle du mouvement et du séjour temporaire de certaines catégories de personnes physiques dans le cadre d'accords bilatéraux, les consultations informelles avaient permis de préciser encore les préoccupations de certaines délégations, mais il n'était pas possible pour le moment de formuler des conclusions définitives sur ces points. Le Président a dit que, de toute évidence, les délégations avaient besoin de plus de temps pour réfléchir et qu'il avait l'intention de poursuivre ses consultations en vue d'arriver à des solutions acceptables pour tous les membres du Sous-Comité avant la date limite fixée pour ces consultations, à savoir le 15 décembre 1994.

3. Le Sous-Comité en a pris note.

Point B: Lignes directrices pour les notifications

4. Le Président a appelé l'attention du Sous-Comité sur la version révisée du projet de lignes directrices pour les notifications datée du 21 novembre 1994. Le projet révisé tenait compte des observations que les délégations avaient faites à la réunion précédente. Après un bref débat, le Président a suggéré que le projet devienne un document formel du Sous-Comité et soit transmis au Conseil du commerce des services pour qu'il l'examine et prenne les dispositions appropriées.

5. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

Point C: Rapport sur l'état d'avancement des travaux des Groupes de négociation

6. Le Président a signalé que, depuis la réunion précédente du Sous-Comité, le seul groupe de négociation qui s'était réuni était le Groupe de négociation sur le mouvement des personnes physiques. A cette réunion, les délégations avaient rendu compte des progrès réalisés dans les discussions bilatérales et avaient échangé des informations sur leurs projets à cet égard. Il avait été convenu qu'il serait utile de fixer une nouvelle période de contacts bilatéraux, qui se situerait vers la fin de janvier 1995 et serait suivie d'une nouvelle réunion du Groupe de négociation, début février. Le Groupe était aussi convenu d'accorder le statut d'observateur au gouvernement saoudien.

7. Le Sous-Comité en a pris note.

Point D: Vérification des listes

8. Le Président a appelé l'attention du Sous-Comité sur le document PC/SCS/W/6 concernant la vérification des listes de Saint-Kitts-et-Nevis, des Emirats arabes unis et du Mali, ainsi que sur le document PC/SCS/W/7, relatif à la vérification de la liste de l'Angola. Il a dit que les délégations avaient été invitées à communiquer au secrétariat, pour le 25 novembre, toutes les questions qu'elles souhaitent poser au sujet des aspects techniques des listes mentionnées dans le document PC/SCS/W/6. Or, le secrétariat n'avait reçu aucune question. Le Président voulait savoir si cela signifiait qu'il n'y avait pas de questions, ou que les délégations avaient besoin de plus de temps. Quelques délégations ont indiqué qu'elles n'avaient pas encore achevé les négociations bilatérales sur ces listes et qu'elles n'étaient donc pas en mesure de procéder à la vérification technique. Le Président a suggéré que, puisqu'il fallait de toute évidence encore un certain temps pour achever les négociations bilatérales, le secrétariat examine avec les délégations concernées toutes les questions techniques qui pourraient se poser au sujet de ces listes ainsi que des autres listes qui pourraient être présentées entre-temps, et leur fournisse toute l'assistance technique qui pourrait être nécessaire. Il a aussi suggéré qu'une réunion informelle ait lieu le 15 décembre 1994 pour la vérification de toutes les listes au sujet desquelles les négociations seraient achevées.

9. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

Point E: Autres questions

10. Le Président a suggéré que, étant donné les travaux qui restaient à faire, le Sous-Comité tienne une réunion supplémentaire en décembre afin de discuter de son rapport sur les questions concernant le champ d'application de l'AGCS et de terminer la vérification des listes d'engagements au sujet desquelles les négociations bilatérales seraient achevées. Il a suggéré que la réunion ait lieu le vendredi 16 décembre.

11. Le Sous-Comité en est ainsi convenu.

12. Le représentant des Communautés européennes a demandé quand la délégation des Etats-Unis serait en mesure de communiquer aux autres membres des renseignements additionnels concernant sa communication au sujet des mesures relatives aux subventions et impôts au niveau infrafédéral. Le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'il comptait disposer bientôt de ces renseignements.

13. Le Sous-Comité en a pris note.